

# Délinquance des jeunes, responsabilité des parents, responsabilité de la société

samedi 14 octobre 2006, par [JOANNY Sophie](#), [LECLERC Anne](#), [VIGAN Marie-Annick](#) (Date de rédaction antérieure : septembre 1998).

**De plus en plus de journalistes, de dirigeants politiques ou de chercheurs fustigent la décomposition de la famille qui serait responsable de la délinquance accrue des jeunes. Pour en savoir plus sur cette question, nous avons interrogé Anne Leclerc, éducatrice, secrétaire nationale du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée et de la protection judiciaire de la jeunesse (SNPES-PJJ).**

---

## Cahiers du féminisme - Quels sont les objectifs de l'Etat en matière de justice des mineurs ?

Anne Leclerc - La justice des mineurs mise en place après 1945 avait un préambule fort : pour les mineurs prédélinquants et en danger, il fallait faire passer l'éducation avant la sanction. Maintenant, il y a un changement d'esprit, c'est l'inverse, on a tendance à faire passer la sanction avant l'éducation. Pour ce faire, il n'y a pas besoin de changer la loi, il suffit d'appliquer la loi différemment en édictant des circulaires en direction des tribunaux. Désormais, au pénal, il y aura de plus en plus de mesures de contrôles judiciaires - c'est-à-dire un certain nombre d'obligations à remplir par le jeune fixées par le juge. Dans ce cas-là, le rôle de l'éducateur est simplement de contrôler si les exigences ont bien été remplies, par exemple que le jeune n'est pas allé dans tel quartier, qu'il est chez lui à telle heure. Par contre, il y aura moins de mesures de liberté surveillée préjudicielles qui sont des mesures éducatives au pénal. Dans le cas d'une mesure de liberté surveillée préjudicielle, le jeune est laissé en liberté et l'éducateur doit l'accompagner, faire un travail éducatif auprès de lui et de sa famille et ne se contente pas de contrôler qu'il a bien effectué les obligations fixées par le juge.

Auparavant, le juge était seul à décider. Maintenant, de plus en plus souvent le parquet s'occupe du mineur qui a commis un délit. Il décide s'il l'envoie ou non au juge pour enfant et peut simplement décider de le confier à des délégués du procureur, que l'on peut considérer comme des « faux juges » à qui le procureur peut déléguer ses pouvoirs. Ce sont des personnes de la « société civile », prétendument « bénévoles » mais en fait elles sont payées (on ne sait pas combien), à qui on donne une « formation ». La création de 300 postes de délégués du procureur a été décidée par le Conseil de sécurité intérieure [1] et inscrite au budget du ministère de la Justice, elle s'étalera sur deux ou trois ans. C'est un vrai problème que les fameuses « mesures de réparation » soient ordonnées par quelqu'un qui n'est pas juge, qui n'a pas été formé à l'école de la magistrature. Ce système a été mis en place à Bobigny où un jeune qui a commis un délit passe très vite devant le parquet et peut

empiler ainsi plusieurs mois de mesures de réparation (on ne peut pas lui donner de sanction parce qu'il faudrait un jugement). Le juge pour enfant n'est pas saisi, il ne peut donc pas ordonner de mesure éducative ou de milieu ouvert, l'éducateur ne peut pas travailler en profondeur sur les problèmes du gamin.

On privilégie la réponse à l'acte sans s'occuper du contexte. Cela est conforme à l'idéologie actuelle qui associe « *droits de l'enfant* » à « *responsabilité de plus en plus grande de l'enfant* » (cf. conseils municipaux et assemblées d'enfants). Maintenant le jeune est réduit à son acte, alors de que l'originalité de la justice des mineurs française était de le considérer comme un être en devenir ayant certes accompli un délit (pour lequel il y a une échelle des peines), mais ayant droit à une éducation, une écoute. Il y a un équilibre compliqué à trouver. L'ordonnance de 1945 préconisait de toujours prendre en compte ce qui entoure l'acte, le contexte, la famille... Aujourd'hui, certains voudraient bien supprimer l'excuse de minorité, abaisser l'âge de la majorité pénale [2] (et seulement pénale) de 18 ans à 16 ans. Heureusement, le gouvernement a tranché pour le moment, il n'est pas question de changer la majorité pénale. Les parents sont aussi concernés par les discours répressifs actuels : si l'enfant a des problèmes, la famille doit être sanctionnée, car c'est de sa faute. Les parents sont renvoyés à leurs responsabilités, tout chômeurs ou précaires qu'ils soient, malgré l'image dégradée qu'ils ont d'eux-mêmes. Dans ses recommandations aux parquets, le Conseil de sécurité intérieure a rappelé récemment fermement aux magistrats que les condamnations au pénal de parents pour défaillance existent et qu'il faudrait peut-être les utiliser. Il préconise le contrôle de l'utilisation faite par les parents des allocations familiales lorsque l'enfant est délinquant. Or, c'est une chose de les condamner éventuellement pour recel d'objets volés par leurs enfants, c'est autre chose de contrôler la vie quotidienne de tous les parents d'enfants délinquants.

### **Cahiers du féminisme - Dans cette dénonciation de la faillite des parents, n'est-ce pas plutôt la mère qui est visée ?**

Anne Leclerc - Il y a effectivement de nombreux rapports sur les familles monoparentales. Il se trouve que de nombreux jeunes ayant un dossier à la PJJ (protection judiciaire de la jeunesse) viennent de familles monoparentales. De là à faire l'équation « familles monoparentales = mères et = mères de délinquants ». Ou « familles monoparentales = mères en difficulté face aux garçons = mères incompetentes », il n'y a qu'un pas aisément franchi par certains. Dans le partage traditionnel, ce n'est pas la mère qui représente l'autorité, c'est le père. Quand une difficulté se présente, on en conclut que la mère est défaillante. On a vu récemment des mères condamnées pour défaillance à de la prison avec sursis. Pourtant, dans les milieux sociaux où la mère d'une famille monoparentale a un travail, est bien insérée, il n'y a pas de problèmes particuliers avec les gamms.

### **Cahiers du féminisme - Est-ce que les jeunes ne sont pas plutôt en révolte contre un père dictatorial ?**

Anne Leclerc - C'était vrai avant, cela a pratiquement disparu. Il y a vingt ou trente ans, il y avait deux sortes de délinquances. La délinquance initiatique, celle des blousons noirs, qui finalement était canalisée quand le jeune trouvait un travail vers 17-18 ans, se mariait, etc. Le boulot, l'organisation syndicale jouaient un rôle d'intégration.

Il y avait la délinquance d'« opposition à un ordre », en réaction à la famille. Pour les filles, cette dernière forme existe encore, cela ne se traduit pas forcément par de la délinquance, mais plutôt par des fugues. Pour ces jeunes filles, la contrainte quant au rôle des femmes, exercée par le père, relayé éventuellement par les frères, provoque des situations difficile à vivre qui les fait aspirer à sortir, à avoir une formation professionnelle comme les autres, à s'émanciper. Par ailleurs, les filles ne représentent que 10 %) de la délinquance des mineurs.

Une des formes actuelles de délinquance est la délinquance liée à l'exclusion sociale (cf les écrits de Denis Salas, magistrat à l'Institut des hautes études du ministère de la Justice), à l'absence de travail qui conduit les familles à une économie de survie. On ne peut que être d'accord sur le constat mais pas forcément avec les conclusions. Pour beaucoup, les produits de cette délinquance d'exclusion, les mineurs, même âgés de moins de 14 ans, ne sont plus éducatibles. Selon certains, la solution serait de les éloigner, d'employer la manière forte. C'est terrible. Effectivement, on ne peut pas nier la violence dans les cités provoquées par des gamins. Mais on peut vraiment se demander si mettre des commissariats en plus est la solution, cela permet effectivement de porter plainte mais ensuite... Toute l'histoire de la prévention et l'éducation (100 à 150 ans) montre que les maisons de correction n'ont jamais conduit à la réinsertion. Ces solutions sont une adaptation à un ordre social qui dépend d'un certain ordre économique, on accepte le fait qu'il faut contenir, mettre à l'écart et « faire du social ». Il y a ceux que l'on peut arriver à aider et il y a ceux qui expriment trop violemment leur désarroi, pour ceux-là, on va abandonner toute idée d'éducation. C'est une dérive de fond.

### **Cahiers du féminisme - De quel milieu social sont issus les jeunes dont vous vous occupez ?**

Anne Leclerc - En tant qu'éducateurs, nous observons principalement les effets de la précarisation, quelle que soit le type de famille. Quand un enfant n'a jamais vu son père ou sa mère travailler, il est très difficile pour ses parents d'avoir des exigences vis-à-vis de lui telles « lève-toi pour aller à l'école, travaille pour avoir un métier ». Les parents ont beaucoup de mal à porter un discours éducatif. Ils n'assument pas pour eux-mêmes une situation de non-droits par rapport au travail, ils se sentent dévalorisés, ils ont de moins en moins de ressort, de force pour venir en aide et pour donner un cadre à leurs gamins. Au lieu de dire « démission des parents », il vaudrait mieux dire « parents en très grande difficulté », se sentant eux-mêmes abandonnés par la société et donc plein de rancœur par rapport à ce système qui les rejette. Et la rancœur conduit à une violence, particulièrement chez les jeunes parents, à l'égard de l'Etat et de ses services (entre autres les éducateurs ou les profs). Ceci explique les problèmes de violence à l'égard des profs et maintenant des éducateurs, même s'il ne faut pas dramatiser. Nous sommes les représentants d'une société qui les rejette. Ceci n'existait que très marginalement quand j'ai commencé à travailler il y a vingt ans.

Dans ce contexte, pour en revenir à la question des mères, ce qui se passe dans la tête des juges est très pesant et inquiétant. Les rapports Bruel et le rapport Théry expliquent « il faut réintroduire le père », tant du point de vue des « droits et obligations » mais avec aussi l'idée sous-jacente « le père serait le tenant de l'autorité », il y a là un mythe total. Nous voyons, dans les familles traditionnelles (c'est-à-dire avec père et mère), des pères dévalorisés et dans l'incapacité de donner une image d'autorité. Dans les zones industrielles laminées par les licenciements, le père n'a plus d'image sociale valorisante, est incapable d'assumer un rôle d'autorité et a perdu tout statut social.

### **Cahiers du féminisme - En tant que syndicaliste, quelles réponses peut-on donner ?**

Anne Leclerc - A la commission femmes du syndicat, nous avons toutes été assez agacées par l'équation « mère monoparentale = mère de délinquant », pour nous, il est clair que c'est une question de milieu social. Nous renvoyons aux choix économiques, nous faisons le lien avec le temps partiel et la précarisation des femmes. Alors que cela fait seulement trente ans que les femmes ont l'autorité parentale, il ne faudrait pas en conclure que depuis qu'elles l'ont tout va mal ou bien que c'est elles qui « virent les pères ». La question serait plutôt, pourquoi les pères sont-ils absents ? S'il est normal de défendre l'idée qu'un père ait des droits et des obligations, nous sommes très inquiets des glissements sur les familles monoparentales dans les discours officiels. Bien sûr les deux parents doivent prendre leurs responsabilités, mais un père dévalorisé ne garantira jamais un cadre équilibrant.

En terme de propositions, il faudrait développer des structures d'aides aux parents, d'aides aux familles, des structures d'écoute. C'est préconisé par le Conseil de sécurité intérieure, mais cela risque fort d'être oublié compte tenu de l'absence de moyens.

### **Cahiers du féminisme - Des structures d'aides aux parents ne risquent-elles pas de devenir un moyen de contrôle ?**

Anne Leclerc - Je suis en train d'évoluer sur ce débat. Habituellement, nous suivons les jeunes individuellement sur mandat du juge. Une expérience a été tentée récemment dans un service de la PJJ des Yvelines où un lieu de paroles pour les parents a été mis en place. Toutes les familles peuvent venir deux fois par semaine, les parents échangent sur leurs difficultés, se rendent compte que si tout est compliqué, ils rencontrent les mêmes problèmes que les autres. C'est beaucoup plus les mères qui viennent mais il y a aussi des pères. Est-ce un contrôle social, l'affaire est très compliquée. Soit on résout la question du chômage, on change les rapports économiques, on change de société, soit... que fait-on en attendant ? Tous les professionnels savent que culpabiliser les parents, leur infliger des sanctions c'est le plus mauvais choix possible.

### **Cahiers du féminisme - Cette détérioration du cadre de travail ne conduit-elle pas certains à une redéfinition du métier d'éducateur, à l'idée qu'il faut des gros bras, des mecs ?**

Anne Leclerc - Oui. L'idée se répand qu'il y a trop de femmes éducatrices ; « les jeunes étant de plus en durs », ce qui n'est pas complètement faux, « ils ont de moins en moins de repères, il leur faut des hommes ». C'est encore en référence au partage des rôles, à « l'ordre symbolique des choses ». Des éducateurs auraient plus d'autorité, ce serait mieux que des éducatrices. Mais les éducateurs peuvent avoir autant la « trouille » que les filles, parce qu'il faut le reconnaître, de temps en temps, nous avons peur. Il faut apprendre à travailler avec ça mais nous ne travaillons pas dans la peur permanente. Cela rejoint la question du père, symbole d'autorité, dont la présence serait indispensable.

On a juste commencé à en discuter dans le syndicat. Malheureusement, on entend très souvent « il n'y a plus que des femmes... », même de la part de copines. Il faut se rappeler qu'on a aussi entendu, il y a quelques années, « il n'y a que des hommes ». Ceux qui se sont battus pour l'introduction des femmes approchent de la retraite. Ils voulaient une image mixte et continuent de se battre pour cette logique ; parce que, pour eux, un homme et une femme renvoient des images différentes et ont une position différente par rapport à l'enfant. La présence homme-femme, ou père-mère serait une source d'équilibre. Nous commençons juste à aborder ce débat, les neuf dixièmes des éducateurs ont un bagage « psy » ; tout à fait dans la conformité de « l'ordre symbolique des choses », nous devons sûrement évoluer là-dessus.

### **Cahiers du féminisme - L'incitation à embaucher des hommes recouvre-t-elle seulement des raisons idéologiques ou n'est-elle pas une mesure de numerus clausus ?**

Anne Leclerc - Pour nous, syndiqués et pour de nombreux éducateurs, la meilleure image est une image mixte. Mais beaucoup cherchent une réponse à la montée de la violence dans la masculinisation. Mais la pression du chômage n'est pas la cause. On constate que les hommes ne se présentent pas aux concours. Parmi les candidats aux concours d'éducateur, 70% sont des femmes et 70% de femmes sont reçues (le taux de femmes reçues est équivalent à celui de celles qui se présentent). De même, pour le concours de psychologue, le taux de présentation de femmes est de 80%. Même chose, pour les concours d'institutrices. La question est plutôt, pourquoi les hommes ne se présentent pas aux concours des métiers d'éducation et d'assistance sociale ?

### **Cahiers du féminisme - Est-ce qu'il n'y a pas une violence spécifique vis-à-vis des femmes,**

## **des remarques sexistes ?**

Anne Leclerc - Dans ce domaine, effectivement, je trouve qu'il y a une régression. Des collègues disent « ça a toujours été pareil ». Je trouve qu'il y a un changement dans la façon dont les garçons se comportent vis-à-vis des femmes depuis quelques temps. Je pense que la dégradation des conditions d'existence dans certaines banlieues accroît cela.

## **Cahiers du féminisme - As-tu la sensation que vous avez vraiment des rôles différents, éducateurs et éducatrices, avez-vous des images différentes et en avez-vous discuté dans le syndicat ?**

Anne Leclerc - Je ne joue pas le rôle de la féminité, le rôle de la maternité. Il y en a qui le font. Mais, il y a mille façons d'être éducateurs. Par exemple, pour les éducateurs du foyer où j'ai travaillé, la fonction d'autorité n'était pas de donner un coup à un gosse. Si cela m'était arrivé de donner des coups de pied au cul, c'était plus dans l'image.

Avant il y avait des passages à tabac systématiques dans les internats. En 1968, une génération d'éducateurs s'est rebellée contre le mitard, les grosses institutions et les bastons. C'est dans ce cadre-là que les hommes se sont battus pour qu'il y ait des femmes. Il y a eu alors création de structures plus petites, ouvertures de foyers et apparition de l'idée qu'on ne se bat pas avec les gamins, que l'autorité c'est parler, répéter, discuter, avoir une cohérence de l'équipe éducative.

Bien sûr, dans notre travail, nous nous trouvons tous confrontés à divers moments à une fille ou un garçon qui « pète ses boulons », qui envoie tout balader et qui veut cogner ses voisins. Là, tous sommes obligés d'intervenir, homme ou femme. Les violences envers les éducatrices, il y en a toujours eu mais envers les éducateurs aussi. En tant que femme, nous savons moins nous battre parce qu'on nous apprend moins à nous battre physiquement. Mais, nous savons en tant que professionnelles que la solution n'est pas dans la baston. Après avoir été confrontés à des passages à l'acte de plus en plus violents, nous ne croyons pas, comme certains éducateurs peuvent le penser, que la réponse soit la force. Sinon la logique serait d'avoir un flingue avec soi. Ceux qui se sont battus pour la mixité reconnaissent que des éducateurs violents, machistes existent mais ils le regrettent. Pour eux, la garantie d'un autre rapport à l'éducatif, c'est de ne pas se retrouver entre « mecs machos ». J'en ai discuté avec un éducateur qui s'était battu à l'époque sur la mixité et qui m'a alerté sur les projets de l'administration de remettre des quotas. Il ne parlait pas d'image différente des hommes et des femmes, il ne voyait pas d'inconvénient à ce qu'il y ait des équipes de femmes, il parlait surtout de la nécessité d'avoir des comportements corrects et de la mixité.

## **Cahiers du féminisme - Quelles sont les réformes prévues par le gouvernement ?**

Anne Leclerc - Pour le moment, il n'y a pas de réforme en cours. En ce moment, le ministère établit seulement des circulaires qui recentrent les missions de la protection judiciaire sur le pénal. Cela signifie que tous les faits délinquants sont traités - ce pourquoi nous sommes aussi mais trop rapidement. Or, si nous sommes pour rencontrer le jeune et sa famille immédiatement, nous ne tenons pas à ce que tout soit réglé dans l'urgence. Nous tenons énormément au temps éducatif parce qu'un adolescent est un être en devenir. Plus la justice est rapide, moins nous aurons le temps de faire un travail d'écoute, un travail en profondeur.

## **Notes**

[1] Mis en place en octobre 1997 par le gouvernement Jospin, ce Conseil réunit différents ministères dont les ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Défense, de la Jeunesse et des Sports... pour élaborer des politiques en matière de sécurité.

[2] Cf. un article du Monde daté du 4 septembre 1998, signé par huit intellectuels de gauche dont Régis Debray, Mona Ozouf.

---

**P.-S.**

\* Paru dans les « Cahiers du féminisme » n°81 - automne 1998. Reproduit sur le site des Editions La Brèche Numérique. Propos recueillis par Sophie Joanny et Marie-Annick Vigan.